



Les syndicats veulent une nouvelle direction

Hôpital de Rennaz
Le dialogue entre les syndicats et la direction de l'établissement semble rompu. L'HRC refuserait toute négociation.

Nouvelle charge contre l'Hôpital Riviera-Chablais (HRC): les syndicats exigent un «renouvellement immédiat» de sa direction. Ils l'accusent d'être responsable d'une «dérive autoritaire et inopérante» dans la gestion de l'établissement.

«Aujourd'hui, le constat est clair: le dialogue entre les syndicats et la direction n'existe plus», ont écrit mardi les syndicats SSP, Syna et SCIV ainsi que l'Association suisse des infirmières et infirmiers dans un communiqué conjoint. «Les négociations ont été mises au point mort par la direction, d'abord au prétexte du déménagement, ensuite pour le post-déménagement, puis pour la crise sanitaire et maintenant en raison du programme d'économies. Baladés depuis trop longtemps par des directeurs de plus en plus arrogants, les quatre syndicats constatent que la confiance est désormais irrémédiablement rompue», dénoncent-ils.

«Convaincus que cet hôpital est précieux pour la population des deux cantons, que son personnel est compétent, nous demandons un renouvellement immédiat de la

direction responsable de cette dérive autoritaire et inopérante dans la gestion de notre hôpital», déclarent-ils. Il s'agit pour eux de rétablir la confiance auprès du personnel, de la population et des instances politiques.

Les syndicats disent avoir fait part de leur position mardi matin lors d'une rencontre avec les deux conseillères d'Etat responsables du dossier, Rebecca Ruiz pour le canton de Vaud et Esther Waeber-Kalbermatten pour celui du Valais. Ils attendent désormais une prise de position formelle de la part de la direction de l'HRC.

Au niveau politique, la droite vaudoise réclame la création d'une Commission d'enquête parlementaire pour «faire toute la lumière» sur la «situation financière catastrophique» de l'hôpital de Rennaz. Les partis PLR, UDC et Vert'libéraux devaient déposer mardi après-midi leur requête devant le Grand Conseil.

Le 12 mai dernier, les députés avaient accordé dans l'urgence une garantie d'emprunt complémentaire de 60 millions de francs pour permettre à l'hôpital de payer les salaires de son personnel. Non sans émettre de vives critiques concernant la gouvernance et le management de l'HRC. Fin avril, les Cantons de Vaud et du Valais ont ordonné des audits. Les résultats sont attendus d'ici à l'été. **ATS**